

TROISIÈME JOUR DE GRÈVE GÉNÉRALE À L'ETUSA

Le mouvement de protestation se durcit

La grève générale à laquelle ont appelé les cadres syndicaux de base de l'Etusa s'est poursuivie hier pour son troisième jour. Les travailleurs de l'ex-RSTA déterminés à aller au bout de leurs revendications, ont observé, hier mardi un énième rassemblement au niveau du siège de la Centrale syndicale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les assurances données au second jour de la grève générale n'ont pas eu d'effet positif sur le mouvement déclenché depuis dimanche dernier par les travailleurs de l'Etusa.

En effet, le premier responsable de l'entreprise Etusa avait déclaré que «les décisions de réintégration (des travailleurs licenciés, ndr) interviendront le 22 novembre. On restera donc ici jusqu'à cette date». Des informations rapportées à l'attention du porte-parole des protestataires, Mohamed Kharoubi. Ce dernier qui jouit

d'une grande popularité auprès des travailleurs, a tenu hier à rappeler les principales revendications des travailleurs. Il s'agit de la «réintégration de l'ensemble des travailleurs licenciés arbitrairement», de la «confirmation dans leurs postes de ceux qui ont signé des CDD à deux reprises» et de la «dissolution du bureau du syndicat d'entreprise».

Selon lui, le mouvement de grève se poursuivra jusqu'au départ du responsable de la Fédération des transports de la Centrale syndicale et du DG de l'Etusa. «Cela fait presque un mois qu'ils ont



Photo : Samir Sid

La contestation se poursuivra jusqu'au départ du responsable de la Fédération.

signé un accord mais aucun point n'a été concrétisé jusqu'à maintenant» a-t-il ajouté. Pour rappel, le premier res-

pensable de cette entreprise, Yacine Krim, a reconnu que le taux de suivi de la grève avoisine les 80% le deuxième jour

de la grève générale. Pour ce responsable, un problème «syndico-syndical» est à l'origine de ce nouveau mouvement de protestation à l'Etusa. «Tous les engagements que j'ai signés ont été respectés», a-t-il affirmé dans une déclaration faite à la presse.

Les employés reçoivent leur salaire entre le 22 et le 25 du mois, a-t-il précisé, en rappelant qu'il est encore trop tôt pour parler de non-respect de l'accord. «Il y a des choses qu'on va donner ce mois-ci et d'autres le mois prochain», a-t-il déclaré.

Au sujet de la réintégration des travailleurs licenciés, il fera savoir que «ces derniers doivent passer par une commission de recours». «Nous sommes en train de réceptionner les demandes, c'est la procédure».

Pour rappel, il s'agit de la seconde démonstration de

force des travailleurs de l'Etusa, après celle observée en octobre dernier.

D'ailleurs, il est important de rappeler qu'un accord a été conclu entre les représentants des travailleurs et la direction générale de l'Etusa.

Un accord matérialisé par un procès-verbal signé entre les deux parties portant sur «la prise en charge d'un bon nombre des revendications des travailleurs».

Il s'agit notamment d'une «augmentation de 2 225 DA du salaire de base avec effet rétroactif à partir de mai 2012, du respect de l'engagement pris par la direction d'appliquer la convention collective, notamment les articles concernant la prime de panier et la prime de non-accident, ainsi que la réintégration des travailleurs licenciés dès la réception de leur recours».

A. B.

PROJET DE TÉLÉMÉDECINE

Le premier réseau lancé

Un prototype du Réseau de télé-médecine Algérie (RT-DZ) a été lancé, hier, à Alger. L'opération a mis en liaison le CHU de Bab El Oued aux hôpitaux de Laghouat et Béchar.

Au grand bonheur des malades du Sud, le projet de télé-médecine vient de voir le jour. Un prototype du réseau relie, dans un premier temps, le centre hospitalo-universitaire de Bab El Oued aux Etablissements publics hospitaliers (EPH) de Laghouat et Béchar.

Inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat entre les ministères de la Santé et celui de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, ce système interactif de visualisation à distance permettra «l'exploration du patient de l'EPH et de son dossier médical par des spécialistes du CHU grâce à des séances multisites». Sa réalisation et son exploitation ont été assurées par l'Agence nationale des parcs technologiques (ANPT) et l'Agence nationale de documentation de la santé (ANDS). Selon le ministre de la Santé, Abdelaziz Ziari, cette nouvelle technique vient dans l'intérêt des habitants du sud du pays. «Elle permettra d'apporter l'assistance des spécialistes des grandes villes aux médecins des EPH du Sud», souligne-t-il.

Pour sa part, le ministre de la Poste, Moussa Benhamadi, a affirmé que cette méthode est «excellente», notamment pour assurer la formation continue à distance des médecins. Il a, ainsi, appelé à généraliser ce système, même, dit-il, «dans les centres de santé les plus éloignés». Le ministre a assuré, par ailleurs, que la technique est «disponible et bien maîtrisée».

Une fois la phase pilote terminée et ses résultats consolidés, cette technique sera généralisée aux quatre CHU et dix EPH restants du projet.

Visant à améliorer la prise en charge médicale des habitants des régions du sud du pays grâce aux consultations à distance et au transfert des données, «ce projet a coûté 17 millions de dinars», précise encore Benhamadi.

Rym Nasri

MARCHÉ DE GROS DE SMAR

Les commerçants observent un mouvement de protestation

Les commerçants de gros des produits alimentaires du quartier Semar ont averti, hier, quant à une pénurie et une hausse de 10 % des prix des produits fortement consommés. Ils imputent cette situation à l'interdiction d'accès de leurs véhicules poids lourds aux locaux commerciaux et aux problèmes d'approvisionnement qui en découlent.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les commerçants se mobilisent aujourd'hui pour un mouvement de protestation et l'observation d'un sit-in de 10h à midi devant leurs magasins.

Selon Omar El Azri, coordinateur du bureau exécutif des commerçants de gros en produits alimentaires, de l'APC de Gué-de-Constantine, les déboires des commerçants de gros ont commencé avec la pose de plaques de sens interdit selon une instruction du wali délégué de Bir Mourad Raïs.

Le commerçant, interve-

nant hier lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'UGCAA, a déclaré que leur outil de travail est le poids lourd qui transporte les marchandises et qui ne peut pas accéder au site de Semar. «Semar est une référence en matière de disponibilité des produits alimentaires. Ils veulent nous éliminer.

La concurrence gêne certains intérêts», a déclaré le représentant des commerçants, notant, en outre, qu'à l'heure actuelle, les magasins se sont vidés, risquant ainsi de provoquer une pénurie grave de pro-

duits alimentaires fortement consommés, comme les légumes secs.

«Le scénario du mois de janvier risque de se reproduire et les consommateurs risquent ainsi de souffrir d'un manque important de produits», avertit l'intervenant.

Il précisera aussi que les commerçants ont fait maintes propositions pour régler notamment le problème de passage des élèves de l'école se trouvant sur le site sans qu'il n'y ait une réponse de la part des autorités locales. «Nous leur avons proposé de recruter du personnel qui ferait traverser les élèves et éviter les accidents et suggéré aussi des solutions pour le passage des camions sans que la circulation ne soit perturbée mais elles n'ont pas daigné nous répondre», notera le représentant des commerçants.

Les commerçants de Semar affirment aussi qu'ils sont actuellement organisés et ce, suite à un travail de sensibilisation en vue d'éviter l'anarchie qui a régné au cours des années précédentes au marché de gros de Semar.

Pour sa part, Salah Souilah, secrétaire général et porte-parole de l'UGCAA, dira que la décision du wali délégué de Bir Mourad Raïs «est abusive».

Il dira aussi que les commerçants dégagent toute responsabilité quant aux conséquences qui pourraient découler de l'arrêt ou de la perturbation des activités des commerçants de gros des produits alimentaires.

Les commerçants demandent ainsi l'annulation pure et simple de l'interdiction d'accès des poids lourds au site de Semar.

F-Z. B.

JOURNÉE MONDIALE DU DIABÈTE

Dépistage pour le grand public à l'esplanade d'El Hamma

L'esplanade de la bibliothèque d'El Hamma, à Alger, se transformera du 13 au 22 novembre prochain en centre de dépistage gratuit du diabète. Différentes actions sont au programme dont le but est de créer une prise de conscience sur la maladie, d'informer le grand public sur les moyens de la prévenir, de la dépister et de mieux vivre avec.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministère de la Santé, les laboratoires Novonordisk Algérie, les professionnels de la santé et les associations de malades diabétiques s'associent pour célébrer la Journée mondiale du diabète.

Un village composé de chapiteaux dédiés à la sensibilisation sur la maladie est installé depuis hier et pour une semaine au niveau de l'esplanade de la bibliothèque d'El Hamma (hôtel Sofitel).

Toute personne intéressée par le dépistage ou de faire des examens de santé gratuits,

d'apprendre à contrôler sa glycémie et son mode alimentaire peut pousser les portes de ce village et rejoindre les professionnels de la santé présents pour répondre aux questions et orienter le grand public. «Ce village, c'est une opportunité qui permettra au grand public de bénéficier d'une campagne de sensibilisation et d'information sur le diabète et ses facteurs de risque, du dépistage du diabète chez la population générale âgée de 35 ans et plus, du dépistage gratuit des complications de la maladie (pied, cœur, rein's et ophtalmologie) chez les diabétiques connus en faisant profiter les malades diabétiques d'examens approfondis», indique-t-on à Novonordisk.

Les chiffres sur la prévalence du diabète en Algérie sont approximatifs : il y aurait entre 2,5 millions et 3,5 millions de personnes souffrant de cette maladie.

Selon les professionnels, «la structure démographique de l'Algérie et les tendances observées ces dernières années vont très probablement amener à un accroissement du nombre de personnes souffrant de diabète dans

les années à venir, conduisant à l'augmentation de la lourde charge financière imposée par la maladie à l'individu, le système de santé et l'économie en général».

La Journée mondiale du diabète est depuis 1991 célébrée le 14 novembre de chaque année, date de naissance de Frederik Banting qui, aux côtés de Charles Brest, est le précurseur de la découverte de l'insuline en 1922.

Le thème retenu pour cette année est «dia-

bète : protégeons notre futur». Le ministère de la Santé a informé à cette occasion que différentes actions sont menées dans le cadre d'un plan national diabète dans le but d'améliorer la prise en charge de la maladie.

Les laboratoires Novonordisk annoncent, pour leur part, le lancement en Algérie du «baromètre changing diabète», un outil d'évaluation sur la prise en charge de la maladie.

S. A.

IL SERA OPÉRATIONNEL FIN 2013

Un fichier électronique du malade

Le ministère de la Santé, en partenariat avec l'Union européenne, s'apprête à élaborer le fichier électronique du malade. «Nous ne pouvons pas continuer à travailler avec des fichiers en papier», a indiqué le SG du ministère de la Santé, M. Bouchnak.

Ce système, une fois mis en place, probablement vers la fin 2013 selon les prévisions du ministère de la Santé, permettra «le suivi de tous les malades à la naissance et de toutes les maladies».

Selon M. Bouchneak, ce logiciel permettra aussi «aux responsables de prendre des décisions judicieuses à base de données réelles fournies par ce système». C'est une boîte étrangère qui se chargera de la mise en place de ce fichier électronique, précise-t-on au ministère de la Santé qui annonce que la phase pilote va concerner l'établissement hospitalier de la ville d'Oran.

S. A.